

vestissement qui lui sont délégués en matière de recherche, de restauration des collections, de travaux d'entretien et de grosses réparations des bâtiments, du domaine et de leurs équipements. »

Art. 2. – Le directeur de l'architecture et du patrimoine et la directrice des musées de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 juillet 2003.

*Le ministre de la culture
et de la communication,
JEAN-JACQUES AILLAGON*

*Le ministre de la fonction publique,
de la réforme de l'Etat
et de l'aménagement du territoire,
JEAN-PAUL DELEVOYE*

*Le ministre délégué au budget
et à la réforme budgétaire,
ALAIN LAMBERT*

*Le secrétaire d'Etat à la réforme de l'Etat,
HENRI PLAGNOL*

Arrêté du 24 juillet 2003 modifiant l'arrêté du 3 mars 1999 érigeant les musées et domaines de Compiègne et Blérancourt en service à compétence nationale

NOR : MCCB0300459A

Le ministre de la culture et de la communication, le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de l'aménagement du territoire, le ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire et le secrétaire d'Etat à la réforme de l'Etat,

Vu l'arrêté du 3 mars 1999 érigeant les musées et domaines de Compiègne et Blérancourt en service à compétence nationale ;

Vu l'avis du comité technique paritaire de la direction des musées de France en date du 13 juin 2002 ;

Vu l'avis du comité technique paritaire de la direction de l'architecture et du patrimoine en date du 5 juillet 2002 ;

Vu l'avis du comité technique et paritaire du service à compétence nationale des musées et domaines de Compiègne et Blérancourt en date du 17 octobre 2002,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – Le deuxième alinéa de l'article 2 de l'arrêté du 3 mars 1999 susvisé est ainsi modifié :

« Il a la qualité d'ordonnateur secondaire des recettes et des dépenses de fonctionnement du service, ainsi que des crédits d'investissement qui lui sont délégués en matière de recherche, de restauration des collections, de travaux d'entretien et de grosses réparations des bâtiments, des domaines et de leurs équipements. »

Art. 2. – Le directeur de l'architecture et du patrimoine et la directrice des musées de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 juillet 2003.

*Le ministre de la culture
et de la communication,
JEAN-JACQUES AILLAGON*

*Le ministre de la fonction publique,
de la réforme de l'Etat
et de l'aménagement du territoire,
JEAN-PAUL DELEVOYE*

*Le ministre délégué au budget
et à la réforme budgétaire,
ALAIN LAMBERT*

*Le secrétaire d'Etat à la réforme de l'Etat,
HENRI PLAGNOL*

**MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE,
DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**

Arrêté du 16 juillet 2003 autorisant pour la session 2003 l'ouverture d'un concours pour le recrutement de rédacteurs territoriaux, spécialité secteur sanitaire et social (femmes et hommes)

NOR : FPPA0310049A

Par arrêté du président du centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Isère en date du 16 juillet 2003, un concours réservé de rédacteur territorial (hommes et femmes), spécialité secteur sanitaire et social, est ouvert au titre de l'année 2003 pour 6 postes.

L'épreuve d'admission se déroulera à Grenoble, à partir du 18 décembre 2003. Les dossiers de candidature pourront être retirés du 7 au 29 octobre 2003 inclus (le cachet de la poste faisant foi).

Modalités de retrait des dossiers : soit par demande écrite au centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Isère, 228, cours de la Libération, 38030 Grenoble Cedex 2, en joignant une enveloppe format 23 x 32 cm, affranchie à 1,11 € et libellée aux nom, prénom et adresse du candidat, soit en se présentant directement au centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Isère.

Date limite de retour des dossiers : les dossiers de candidature devront être retournés impérativement au centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Isère pour le 6 novembre 2003, à minuit (le cachet de la poste faisant foi), ou déposés dans les locaux avant 17 heures, le même jour. Tout dossier posté ou déposé hors délai sera rejeté.

Ce concours réservé est uniquement ouvert aux agents ayant la qualité de non titulaire de droit public.

Tous renseignements complémentaires, et en particulier les conditions de candidature, pourront être communiqués sur simple demande écrite (joindre une enveloppe timbrée) adressée au président du centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Isère.

Circulaire du 30 juillet 2003 relative à la mise en œuvre des retenues sur la rémunération des agents publics de l'Etat en cas de grève

NOR : FPPA0300123C

Le droit de grève est constitutionnellement garanti aux agents de l'Etat en vertu du Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946. Ce droit doit être concilié avec le principe selon lequel la rémunération constitue la contrepartie du service fait. Dès lors, en l'absence de service fait, notamment en cas de grève, des retenues sur la rémunération des agents doivent être opérées par l'administration.

La règle dite du trentième indivisible, selon laquelle on ne divise pas le traitement mensuel d'un fonctionnaire de l'Etat par plus de trente, s'applique en cas de service non fait (notamment la grève depuis la loi de finances rectificative du 29 juillet 1961), mais également en cas d'exécution incomplète du service (depuis la loi n° 77-826 du 22 juillet 1977). L'application de cette règle conduit à opérer une retenue d'un trentième sur la rémunération des agents en poste dans les administrations de l'Etat et dans les établissements publics à caractère administratif de l'Etat, en cas d'arrêt de travail intervenu pendant une fraction quelconque de la journée.

La présente circulaire rappelle les modalités d'application de ces retenues afin que toutes les conséquences financières d'une cessation concertée du travail soient tirées en conformité de notre ordonnance juridique.

1. La phase préparatoire à l'application de la retenue

Il appartient à chaque ministère de mettre en place un système de recensement des agents grévistes afin que des retenues sur rémunération puissent être mises en œuvre. A cet effet, je vous demande, lorsque des préavis de grève vous sont communiqués, de donner instruction à vos services d'établir la liste des agents ayant cessé le travail. Pour ce faire, vous procéderez par le moyen le plus approprié à votre département ministériel. Les chefs de service pourront, par exemple, procéder à ce recensement de la manière suivante :

- en l'absence d'autres moyens de contrôle, par l'établissement de listes d'émargement manuelles mises en circulation dans les services pour recueillir l'émargement des personnels non grévistes ;
- s'il existe des moyens automatiques d'enregistrement, par les relevés correspondants.

Les personnels qui estimeront avoir été recensés à tort comme grévistes pourront apporter la preuve, par tous moyens à leur disposition, qu'ils ont normalement accompli leur service pendant la durée de la grève (CE, 15 décembre 1967, Kornprobst, Rec. CE, p. 503).

Le recensement devra porter sur la totalité des agents exerçant leurs fonctions au sein du service au cours de la période considérée, quel que soit leur statut (par exemple, présence en administration centrale de personnels des services déconcentrés).

Il est souhaitable que ce recensement des agents grévistes se déroule dans la plus grande transparence possible (caractère accessible de l'information afin que les agents puissent être à même de vérifier individuellement leur éventuelle inscription) et que les mesures de communication relatives aux retenues sur rémunération soient réalisées suffisamment tôt.

2. La mise en œuvre de la retenue

2.1. Le décompte des jours de grève

Le décompte des jours de grève donnant lieu à retenue sur rémunération repose sur le principe selon lequel les périodes de grèves sont considérées comme un tout.

La jurisprudence administrative a précisé les modalités de mise en œuvre de ce principe. La décision du Conseil d'Etat du 7 juillet 1978, Omont (Rec. CE, p. 304) retient l'approche suivante du décompte des jours de grève : « en l'absence de service fait pendant plusieurs jours consécutifs, le décompte des retenues à opérer sur le traitement mensuel d'un agent public s'élève à autant de trentièmes qu'il y a de journées comprises du premier jour inclus au dernier jour inclus où cette absence de service fait a été constatée, même si, durant certaines de ces journées, cet agent n'avait, pour quelque cause que ce soit, aucun service à accomplir ».

Le calcul de la retenue peut donc porter sur des jours au cours desquels l'agent n'était pas soumis à des obligations de service (jours fériés, congés, week-ends). Cela s'applique, par exemple, dans le cas d'un week-end, lorsque l'agent a fait grève le vendredi et le lundi, auquel cas la jurisprudence conduit à procéder à la retenue de deux trentièmes à raison du samedi et du dimanche.

Par ailleurs, les jours de grève ne peuvent en aucun cas être considérés comme des jours de congé ou des jours relevant de l'aménagement et de la réduction du temps de travail (ARTT). Il ne saurait donc y avoir compensation des jours de grève par l'octroi de jours de congé.

2.2. La détermination de l'assiette de la retenue

L'assiette de la retenue pour absence de service fait est constituée par l'ensemble de la rémunération qui comprend, pour les fonctionnaires, outre le traitement proprement dit, l'indemnité de résidence ainsi que les primes et indemnités diverses versées aux agents en considération du service qu'ils ont accompli (CE, 11 juillet 1973, Alliaume, Rec. CE, p. 495). Les primes versées annuellement sont également incluses dans l'assiette de calcul de la retenue (CE, 22 mars 1989, ministre de l'économie, des finances et du budget c/Giraud, Rec. CE table, p. 750). D'une manière générale, les primes et indemnités versées selon un rythme autre que le rythme mensuel doivent être ramenées à un équivalent moyen mensuel, sur la base du montant versé à ce titre au cours de l'année précédente, afin de calculer le montant du trentième à retenir.

Sont toutefois exclus de l'assiette de calcul les sommes allouées à titre de remboursement de frais ainsi que les avantages familiaux et prestations sociales, en particulier : supplément familial de traitement, indemnité représentative de logement ou, lorsqu'elles sont versées par l'Etat, prestations familiales.

Les retenues opérées sur la rémunération ne peuvent pas excéder une certaine quotité (cf. annexe 1) fixée par les articles L. 145-2 et R. 145-2 du code du travail dont les dispositions sont applicables aux fonctionnaires civils et militaires depuis la loi du 24 août 1930 (CE, 13 février 1974, ministre de l'économie et des finances c/Perotti, Rec. CE, p. 105).

S'agissant des agents à temps partiel, l'assiette de calcul de la retenue du trentième indivisible correspond à la rémunération de l'agent gréviste proratisée selon les règles fixées par l'article 40 de la loi du 11 janvier 1984.

Sur le plan comptable, l'absence de service fait donne lieu à une retenue - et non, sauf lorsqu'il n'existe pas d'autre manière de procéder, à un ordre de reversement - dont le montant est égal à la fraction du traitement frappé d'indivisibilité (cf. annexe 2).

2.3. Le déclenchement du mécanisme de retenue

Les retenues sur rémunération doivent en principe être opérées au plus tôt. Etant donné cependant qu'il est souvent impossible de les effectuer sur la rémunération du mois au cours duquel la grève a eu lieu, il y a lieu en règle générale de procéder à cette retenue au cours du mois suivant ou, au plus tard, à la fin du deuxième mois qui suit le début du conflit. La retenue est alors calculée sur la base de la rémunération du mois pendant lequel l'agent a fait grève (CE, 11 juillet 1973, Alliaume, Rec. CE, p. 495).

Il pourra, à titre exceptionnel, être procédé à un étalement des retenues dans le temps lorsque la situation particulière d'un agent le rend nécessaire, cet étalement devant être strictement en relation avec cette situation. En tout état de cause, l'étalement est de droit lorsqu'est en cause le respect de la règle de la quotité disponible.

3. Contestation éventuelle des retenues

Les retenues sur rémunération pour faits de grève ne constituent pas une sanction disciplinaire et sont donc opérées sans qu'il soit nécessaire de respecter la procédure correspondante.

Ainsi, la retenue n'a pas à être précédée de la communication du dossier, du respect des droits de la défense ou d'un avertissement.

Par ailleurs, si la retenue a été effectuée à tort, l'agent a droit au remboursement des sommes irrégulièrement perçues ainsi qu'au versement d'intérêts moratoires.

* * *

Afin de pouvoir en rendre compte au Gouvernement, je souhaite que vous m'adressiez, chaque année, au 31 décembre, un bref bilan (cf. annexe 3) des modalités de mise en œuvre de mesures de retenue sur rémunération au sein de votre ministère, tant pour l'administration centrale que pour les services déconcentrés.

Par ailleurs, je vous invite à me faire connaître toutes difficultés que vos services pourraient rencontrer dans l'application de la présente circulaire.

Fait à Paris, le 30 juillet 2003.

*Le ministre de la fonction publique,
de la réforme de l'Etat
et de l'aménagement du territoire,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général de l'administration
et de la fonction publique.*
J. RICHARD

ANNEXE 1

RÈGLES RELATIVES À LA QUOTITÉ SAISSISSABLE

Au 1^{er} juillet 2003, les seuils fixés par l'article R. 145-2 du code du travail sont les suivants :

Les proportions dans lesquelles les rémunérations annuelles visées à l'article L. 145-2 sont saisissables ou cessibles sont fixées comme suit :

- au vingtième, sur la tranche inférieure ou égale à 3 060 € ;
- au dixième, sur la tranche supérieure à 3 060 €, inférieure ou égale à 6 030 € ;
- au cinquième, sur la tranche supérieure à 6 030 €, inférieure ou égale à 9 040 € ;
- au quart, sur la tranche supérieure à 9 040 €, inférieure ou égale à 12 010 € ;
- au tiers, sur la tranche supérieure à 12 010 €, inférieure ou égale à 14 990 € ;
- aux deux tiers, sur la tranche supérieure à 14 990 €, inférieure ou égale à 18 010 € ;
- à la totalité, sur la tranche supérieure à 18 010 €.

Les seuils déterminés ci-dessus sont augmentés d'un montant de 1 140 € par personne à la charge du débiteur saisi ou du cédant, sur justification présentée par l'intéressé.

ANNEXE 2

PROCÉDURE COMPTABLE D'ÉTABLISSEMENT DES RETENUES

Le décompte des retenues est opéré par les comptables publics sur la base des informations fournies par l'ordonnateur sur les agents concernés ainsi que, pour chacun d'entre eux, sur la durée de l'absence de service fait (procédure dite de « mouvement 60 »). L'ordonnateur doit veiller à communiquer ces informations au comptable dès la constatation du fait générateur de la retenue. Toute autre procédure (et notamment celle dite du « mouvement 20 » par laquelle l'ordonnateur pré-liquide le montant des retenues à opérer) doit être écartée.

ANNEXE 3

BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DES RETENUES SUR RÉMUNÉRATION

Vous voudrez bien transmettre au ministère de la fonction publique, avant le 31 décembre, les éléments suivants :

1° Bilan chiffré :

ÉLÉMENTS d'information	MINISTÈRE	DÉTAIL PAR SERVICES/ échelon central/ échelon déconcentré/ établissements publics
Nombre de jours de grève.		
Nombre de grévistes déclarés.		
Nombre d'agents faisant l'objet d'une retenue.		
Nombre total des jours donnant lieu à retenue.		

2° Bilan qualitatif :

Vous communiquerez les informations propres à votre département sur les points suivants :

- modalités de recensement des agents grévistes (listes d'émargement, moyens automatiques...);
- nature des jours pris en compte pour calculer la retenue (week-ends, jours fériés...);
- mesures d'adaptation de la règle du trentième éventuellement prises dans le cas d'espèce;
- mesures particulières pour le personnel non gréviste empêché de se rendre sur le lieu de travail.

Le cas échéant, vous transmettez copie des instructions particulières émanant de votre administration et concernant les modalités pratiques de retenues pour faits de grève.

MINISTÈRE DES SPORTS

**Arrêté du 18 juillet 2003 modifiant l'arrêté du 8 juillet 2003
relatif à la liste des arbitres et juges sportifs de haut niveau**

NOR : *SPRK0370144A*

Le ministre des sports,

Vu la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives, et notamment l'article 26 ;

Vu le décret n° 2002-707 du 29 avril 2002 relatif au sport de haut niveau ;

Vu l'arrêté du 8 juillet 2003 relatif à la liste des arbitres et juges sportifs de haut niveau,

Arrête :

Art. 1^{er}. - A l'article 2 de l'arrêté du 8 juillet 2003, les termes : « les inscriptions sont valables jusqu'au 30 juin 2003 » sont remplacés par : « les inscriptions sont valables jusqu'au 30 juin 2004 ».

Art. 2. - La directrice des sports est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 juillet 2003.

Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement de la directrice des sports :
Le chef de service,
H. CANNEVA

Nota. - La liste des arbitres et juges sportifs de haut niveau peut être consultée au ministère des sports (direction des sports, bureau de la vie de l'athlète), 75, rue Olivier-de-Serres, 75739 Paris Cedex 15, ou par internet (<http://www.jeunesse-sports.gouv.fr>).

MESURES NOMINATIVES

PREMIER MINISTRE

Arrêté du 18 juillet 2003 portant nomination (secrétariats généraux pour les affaires régionales)

NOR : *PRMG0370513A*

Par arrêté du Premier ministre en date du 18 juillet 2003, est nommé auprès du préfet de la région Champagne-Ardenne : M. Lhuissier (Ludovic), ingénieur du génie rural, des eaux et des forêts, en qualité de chargé de mission à temps partiel, à compter du 1^{er} décembre 2002, pour une durée de trois ans.